

Allocations familiales : S.O.S. myopie

Philippe Van Parijs

"Des dizaines de milliards d'allocations familiales à des ménages qui n'en ont nul besoin. Quel gaspillage! En cette période de restrictions budgétaires, quelle aberration!" Tenir pareil langage, c'est se donner toutes les apparences du bon sens. C'est aussi manifester une grave myopie à laquelle il importe de remédier d'urgence. Car il est bien mieux pour les pauvres que l'on donne aussi aux riches, et cibler les allocations familiales reviendrait à hypothéquer l'avenir. Pourquoi ?

1. Des allocations familiales pour les familles plus aisées, c'est mieux pour les familles qui le sont moins, d'abord parce que cela évite toute stigmatisation. En l'absence des allocations familiales, le nombre de ménages vivant sous le seuil de pauvreté serait pratiquement doublé. Mais les ménages qui ne doivent qu'à ces allocations de pouvoir nouer les deux bouts n'ont aucune honte à les percevoir. Ils n'ont pas eu à les quémander et ne les doivent en rien au fait d'être des "nécessiteux", puisque les riches aussi les reçoivent.
2. Dans l'immense majorité des cas, les allocations familiales sont versées au membre du couple dont les revenus professionnels sont les plus bas (voire inexistant), celui aussi qui est le plus vulnérable à la "nouvelle pauvreté" engendrée par l'instabilité croissante des couples, toutes catégories sociales confondues. Cibler les allocations familiales sur les ménages les plus démunis, c'est sous-estimer l'importance de la répartition interne aux ménages des revenus et des garanties de revenus. Quel que soit le niveau de revenu des ménages concernés, réduire significativement les allocations familiales crucialement différentes sous cet angle des abattements d'impôt pour enfants à charge, c'est redistribuer massivement les revenus des femmes vers les hommes. Ce n'est pas un hasard si le mouvement des femmes a joué un rôle crucial dans le débat qui a conduit en Suède, au printemps dernier, à ranger au placard la proposition qui y avait été faite de moduler les prestations familiales en fonction du revenu.
3. Restreindre les allocations familiales aux plus démunis, c'est ignorer l'importante fonction qu'elles remplissent pour les familles plus aisées. Elles permettent à celles-ci d'utiliser, lorsque leur charge est la plus lourde, à la fois l'épargne constituée par les prélèvements sur leurs revenus avant la naissance de leurs enfants et l'avance associée aux prélèvements dont seront grevés leurs revenus lorsque leurs enfants auront quitté la maison. Rendre les allocations sélectives, c'est démanteler ce dispositif intelligent et efficace de répartir le revenu disponible de toutes les familles au fil de leur carrière de manière à mieux suivre l'évolution de leurs besoins. C'est aussi saper à terme le soutien politique que l'on peut escompter de la part des familles plus aisées au maintien d'un niveau généreux d'allocations familiales.
4. Qu'il y ait des problèmes budgétaires, personne ne le nie. Et si le gouvernement fédéral les prend à bras le corps, on ne peut que l'en féliciter, surtout au nom des plus jeunes parmi nous. Dans l'effort fait pour assainir les finances publiques, deux arguments principaux sont invoqués pour préférer la réduction des dépenses à l'accroissement des recettes: les classes moyennes ne sont pas prêtes à supporter le coût de cet accroissement et l'augmentation des

taux marginaux d'imposition aurait un impact négatif sur l'économie. Mais il y a des réductions de dépenses qui soulèvent des difficultés identiques, et la soumission des allocations familiales à une sélectivité en fonction du revenu serait précisément l'une d'elles. Comme un relèvement de l'impôt, elle toucherait les classes moyennes, et comme lui elle impliquerait une augmentation du taux effectif d'imposition, c'est-à-dire une augmentation de la part de chaque franc de revenu brut qui ne se traduit pas en une augmentation du revenu net. La seule différence, mais elle est d'importance, est que cette augmentation ne concernerait que les ménages avec enfants, et avec une intensité d'autant plus grande que les enfants sont plus nombreux. Si l'assainissement budgétaire exige une augmentation de la taxation marginale, l'efficacité et l'équité convergent pour demander que cette augmentation s'applique aussi aux ménages sans enfants sauf si l'on estimait, pour les enfants comme pour le CO2, qu'il s'impose d'en enrayer la surproduction en augmentant le coût net imputé à ceux qui en sont responsables.

5. Cibler les allocations sur les plus démunis, c'est inévitablement contribuer à les enfermer dans une trappe. Si bien intentionné soit-il, le ciblage sur les pauvres a toujours pour revers de contribuer à décourager, par le retrait plus ou moins graduel des allocations, les efforts entrepris par les plus démunis pour échapper à la précarité et à l'exclusion. A terme, il peut même avoir pour conséquence de provoquer à une échelle toujours plus grande, un comportement qui entraîne la prolifération de la pauvreté. Les welfare mothers des ghettos des Etats-Unis sont des jeunes femmes, souvent même des adolescentes, dont la décision de faire des enfants est largement déterminée par la perspective de pouvoir bénéficier de l'AFDC, le principal système de transferts sociaux américain, précisément ciblé, avec les meilleures intentions du monde, sur les familles monoparentales pauvres. Le résultat est qu'aujourd'hui une proportion sans cesse croissante des enfants américains naissent dans des ménages sans père et sans emploi. Atterrés par les conséquences sociales et économiques de ce phénomène, ceux qui veulent l'enrayer sans condamner à une pauvreté abjecte les welfare mothers et leurs enfants envient nos systèmes européens d'allocations familiales pour tous et rêvent de les importer.

Pour rendre viable notre système de sécurité sociale et empêcher qu'il ne contribue à la dualisation de notre société, il est urgent de l'adapter à la "société post-industrielle", y compris en matière de politique familiale. Mais cette modernisation de notre sécurité sociale n'implique nullement qu'on en liquide le joyau. Ce joyau n'est pas un luxe. Sa préservation ferme et lucide est une protection cruciale contre la grande glissade vers le cauchemar américain.